

**GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN**  
**GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION**  
**GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

**REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST**

**MINISTERE DE LA REGION WALLONNE**

F. 98 — 2011

[S - C - 98/27456]

**16 JUILLET 1998**

**Décret relatif aux conditions auxquelles les entreprises d'insertion sont agréées et subventionnées (1)**

Le Conseil régional wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

*CHAPITRE I<sup>er</sup>. — Des dispositions générales*

**Article 1<sup>er</sup>.** Pour l'application du présent décret, on entend par :

1° le Ministre : le Ministre qui a l'Emploi dans ses attributions;

2° l'administration : la Direction générale de l'Economie et de l'Emploi du Ministère de la Région wallonne;

3° l'entreprise d'insertion : l'entreprise ou l'association dotée de la personnalité juridique qui a comme finalité sociale l'insertion sociale et professionnelle de personnes peu qualifiées et de demandeurs d'emploi particulièrement difficiles à placer, par le biais d'une activité productrice de biens et de services exercée en Région wallonne;

4° le demandeur d'emploi particulièrement difficile à placer : tout demandeur d'emploi qui, au moment de son engagement, est inscrit comme demandeur d'emploi au FOREM depuis vingt-quatre mois au moins; il ne peut être titulaire d'un diplôme de l'enseignement secondaire supérieur et, au cours des douze derniers mois, ne peut avoir bénéficié d'un enseignement de plein exercice ni travaillé plus de cent cinquante heures comme salarié ou plus d'un trimestre comme travailleur indépendant.

Est assimilée à un demandeur d'emploi particulièrement difficile à placer :

1° toute personne qui, au moment de son engagement, est inscrite comme demandeur d'emploi au FOREM et bénéficie du minimum de moyens d'existence prévu par la loi du 7 août 1974 instituant le droit à un minimum de moyens d'existence ou de l'aide sociale prévue par la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'aide sociale;

2° toute personne ayant été occupée au moins pendant un mois, durant les six mois précédant son engagement, dans le cadre des articles 60, § 7, et 61 de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'aide sociale;

3° toute personne inscrite auprès de l'Agence wallonne pour l'intégration des personnes handicapées ou de la « Dienststelle der Deutschsprachigen Gemeinschaft für Personen mit einer Behinderung sowie für die besondere soziale Fürsorge » et inscrite comme demandeur d'emploi au FOREM qui, au cours des six mois précédant son engagement, n'a pas travaillé plus de cent cinquante heures comme salarié ou durant plus d'un trimestre comme travailleur indépendant;

4° toute personne inscrite auprès de l'Agence wallonne pour l'intégration des personnes handicapées ou de la « Dienststelle der Deutschsprachigen Gemeinschaft für Personen mit einer Behinderung sowie für die besondere soziale Fürsorge » dont l'occupation dans une entreprise de travail adapté ou dans un « beschützende werkstätte » a pris fin dans les six mois précédant son engagement;

5° toute personne ayant terminé, au cours des six mois précédant son engagement, une formation au sein d'une entreprise de formation par le travail reconnue par la Région wallonne;

6° toute personne ayant été, au cours des six mois précédant son engagement, dans les liens d'un contrat d'apprentissage industriel et inscrite comme demandeuse d'emploi au FOREM.

Sont assimilées aux périodes d'inscription comme demandeur d'emploi au FOREM :

1° les périodes qui ont donné lieu au paiement d'une allocation par application des dispositions légales ou réglementaires en matière d'assurance obligatoire contre la maladie ou l'invalidité ou en matière d'assurance-maternité;

2° les périodes d'emprisonnement.

Les demandeurs d'emploi particulièrement difficiles à placer visés par ce décret doivent être domiciliés en Région wallonne.

*CHAPITRE II. — Des conditions d'agrément*

**Art. 2.** Pour être agréée, l'entreprise d'insertion visée à l'article 1<sup>er</sup> doit répondre aux conditions suivantes :

1° a) s'être constituée sous la forme d'une société à finalité sociale;

b) toutefois, pour les associations sans but lucratif ou les sociétés commerciales constituées avant la date d'entrée en vigueur du présent décret et qui demandent l'agrément endéans l'année qui suit la date d'entrée en vigueur du décret, s'être constituée sous la forme d'une société à finalité sociale au plus tard dans les douze mois suivant la date d'entrée en vigueur du présent décret;

2° avoir son siège social et au moins un siège d'exploitation établis en Région wallonne.

Seule l'activité productrice de biens et de services exercée en Région wallonne peut donner lieu à la subvention visée à l'article 10 et à la prime visée à l'article 11;

3° s'engager à compter parmi les personnes engagées dans les liens d'un contrat de travail, des demandeurs d'emploi particulièrement difficiles à placer visés à l'article 1<sup>er</sup> à concurrence d'au moins :

a) vingt pour cent avec un minimum d'un équivalent temps plein en moyenne annuelle durant les douze mois qui suivent la notification de l'agrément;

b) trente pour cent avec un minimum d'un équivalent temps plein en moyenne annuelle durant les douze mois suivants;

c) quarante pour cent avec un minimum d'un équivalent temps plein en moyenne annuelle durant les douze mois suivants;

d) cinquante pour cent avec un minimum d'un équivalent temps plein en moyenne annuelle durant les années suivantes;

4° ne pas se trouver en état de faillite;

5° ne pas compter parmi les administrateurs, gérants, personnes ayant le pouvoir d'engager la société ou mandataires, des personnes à qui l'exercice de telles fonctions est défendu en vertu de l'arrêté royal n° 22 du 24 octobre 1934 portant interdiction à certains condamnés et aux faillis d'exercer certaines fonctions, professions ou activités et conférant aux tribunaux de commerce la faculté de prononcer de telles interdictions;

6° ne pas compter parmi les administrateurs, gérants, personnes ayant le pouvoir d'engager la société ou mandataires, des personnes ayant été déclarées responsables des engagements ou dettes d'une société faillie, en application des articles 35, 6°, 63<sup>ter</sup>, 123, alinéa 2.7, ou 133<sup>bis</sup> des lois sur les sociétés commerciales, coordonnées le 30 novembre 1935, pendant la période de cinq ans précédant la demande d'agrément ou de renouvellement d'agrément;

7° ne pas être en infraction dans le domaine des dispositions légales ou réglementaires relatives à l'exercice de l'activité d'entreprise d'insertion;

8° ne pas compter parmi les administrateurs, gérants, personnes ayant le pouvoir d'engager la société ou mandataires, des personnes ayant été condamnées pendant la période de cinq ans précédant la demande d'agrément ou de renouvellement d'agrément pour toute infraction commise en matière fiscale, sociale ou dans le domaine des dispositions légales ou réglementaires relatives à l'exercice de l'activité d'entreprise d'insertion;

9° ne pas être redevable d'arriérés d'impôts, d'arriérés de cotisations à percevoir par l'Office national de sécurité sociale ou par un fonds de sécurité d'existence ou pour le compte de celui-ci. Ne sont pas considérées comme arriérés, les sommes pour lesquelles existe un plan d'apurement dûment respecté;

10° respecter les conventions collectives conclues au sein de la commission paritaire compétente et les obligations liées au statut de société à finalité sociale;

11° respecter une tension salariale modérée qui ne pourra excéder, en équivalent temps plein, un rapport de 1 à 4 entre les rémunérations salariales brutes les plus basses et les plus élevées, en ce compris les avantages légaux et extra-légaux.

### CHAPITRE III. — *De la procédure d'agrément*

**Art. 3.** Il est institué auprès du Ministère de la Région wallonne une Commission d'agrément des entreprises d'insertion, ci-après dénommée la Commission. Le Gouvernement en détermine la composition et les modalités de fonctionnement.

**Art. 4.** La Commission donne des avis au Ministre soit d'initiative, soit à la demande de ce dernier, sur toute question relative aux entreprises d'insertion et à l'application du présent décret.

La Commission rend un avis motivé sur l'octroi, la suspension ou le retrait de l'agrément selon les modalités définies par le Gouvernement.

**Art. 5.** La demande d'agrément est adressée par lettre recommandée au service compétent de l'administration. Elle est accompagnée d'un dossier comportant :

1° les statuts de l'entreprise d'insertion;

2° un descriptif du projet d'insertion sociale et professionnelle que l'entreprise d'insertion mène ou entend mener;

3° une description des activités de l'entreprise d'insertion et des biens ou services qui sont fournis ou prestés. Lors de la première demande d'agrément, cette description doit notamment comporter des éléments relatifs aux perspectives de commercialisation et de rentabilité de l'entreprise;

4° une description des moyens matériels et humains mis en œuvre pour la réalisation du projet, en ce compris les moyens prévus pour la fonction d'encadrement des travailleurs en insertion;

5° une présentation des compétences et de l'expérience du chef d'entreprise, notamment dans le domaine de la gestion;

6° un relevé du personnel qui assurera l'encadrement des travailleurs en insertion avec, pour chacun des membres, l'indication de ses qualifications et de ses fonctions au sein de l'entreprise;

7° un projet de budget détaillé pour l'année civile suivant l'exercice en cours et un plan financier portant sur les trois années à venir.

**Art. 6.** Le Ministre se prononce au plus tard dans un délai de quatre mois à dater de l'introduction du dossier complet visé à l'article 5, la date de la poste faisant foi.

L'écoulement de ce délai est suspendu du 1<sup>er</sup> juillet au 31 août de chaque année.

En cas d'absence de décision du Ministre dans les délais, la décision est réputée favorable.

Si le Ministre s'écarte de l'avis de la Commission, sa décision est spécialement motivée.

L'administration notifie, par lettre recommandée, la décision d'octroi ou de refus de l'agrément à l'entreprise demanderesse.

L'administration communique également la décision d'octroi ou de refus de l'agrément à la Commission visée à l'article 3.

**Art. 7.** Dans un délai de trente jours à dater de la notification de la décision de refus de l'agrément, l'entreprise d'insertion peut introduire par lettre recommandée un recours motivé auprès du Gouvernement, qui en détermine les modalités.

Le Gouvernement statue dans un délai de deux mois à dater de l'introduction du recours, la date de la poste faisant foi.

En cas d'absence de décision du Gouvernement dans les délais, la décision est réputée favorable.

L'administration notifie au requérant, par lettre recommandée, la décision d'octroi ou de refus de l'agrément.

L'administration communique également la décision d'octroi ou de refus de l'agrément à la Commission visée à l'article 3.

**Art. 8.** L'agrément est accordé pour une durée de deux ans.

Il peut être renouvelé pour un terme de deux ans.

A l'expiration de cette seconde période de deux ans, l'agrément peut être octroyé pour des durées renouvelables de quatre ans.

Le Gouvernement détermine la procédure de renouvellement de l'agrément.

**Art. 9.** Lorsqu'une entreprise d'insertion cesse de satisfaire à l'une des conditions énoncées à l'article 2, l'agrément peut être retiré ou suspendu par le Ministre.

Les conditions de retrait ou de suspension de l'agrément sont déterminées par le Gouvernement.

#### CHAPITRE IV. — *Des conditions auxquelles les entreprises d'insertion sont subventionnées*

**Art. 10.** Une subvention est accordée à l'entreprise d'insertion agréée en vue de soutenir le démarrage de l'activité. Elle vise à couvrir partiellement la rémunération du chef d'entreprise.

L'entreprise d'insertion en bénéficie de manière dégressive durant les trois années qui suivent la date d'agrément.

Elle est fixée à sept cent cinquante mille francs la première année, cinq cent mille francs la deuxième année, deux cent cinquante mille francs la troisième année.

**Art. 11.** § 1<sup>er</sup>. Une prime est octroyée à l'entreprise d'insertion agréée pour l'engagement de chaque travailleur qui, lors de sa mise au travail, est considéré comme demandeur d'emploi particulièrement difficile à placer au sens de l'article 1<sup>er</sup>.

Pour chaque travailleur engagé après la date d'agrément, l'entreprise en bénéficie de manière dégressive durant la période de quatre années qui suit la date de son engagement.

La prime est fixée, par travailleur occupé à temps plein, à deux cent mille francs durant la première année d'occupation, cent cinquante mille francs durant la deuxième année d'occupation, cent mille francs durant la troisième année d'occupation, cinquante mille francs durant la quatrième année d'occupation.

Ces montants sont accordés au prorata du régime de travail appliqué en cas d'occupation à temps partiel.

§ 2. Pour chaque travailleur engagé avant la date d'agrément, l'entreprise bénéficie de la prime, de manière dégressive, dans les limites définies à l'alinéa 3 du § 1<sup>er</sup>, durant la période qui s'étend de la date d'agrément jusqu'au terme des quatre années qui suivent la date de son engagement.

§ 3. Lorsqu'un travailleur donnant lieu à l'octroi de la prime est, avant l'expiration de sa période de quatre ans, remplacé par un travailleur donnant également lieu à l'octroi de la prime, cette dernière n'est due que pendant la période restant à courir, sauf lorsque le départ du premier travailleur a lieu dans les cas suivants :

- 1° l'admission à la pension;
- 2° le départ volontaire;
- 3° le licenciement pour motif grave;
- 4° l'incapacité permanente de travail l'empêchant définitivement de reprendre le travail convenu.

§ 4. Pour pouvoir bénéficier de cette prime, l'entreprise d'insertion est tenue de maintenir l'effectif du personnel.

Le Gouvernement détermine ce qu'il faut entendre par maintien de l'effectif.

#### CHAPITRE V. — *Du contrôle et des sanctions*

**Art. 12.** L'entreprise d'insertion agréée est tenue de remettre chaque année à l'administration et à la Commission visée à l'article 3, un rapport comportant notamment :

- 1° le bilan des activités;
- 2° les modalités d'encadrement et d'insertion des demandeurs d'emploi particulièrement difficiles à placer visés à l'article 1<sup>er</sup> et les moyens qui y ont été affectés;
- 3° les efforts fournis par le chef d'entreprise afin de compléter sa formation;
- 4° quel que soit le nombre de travailleurs occupés, le bilan social et les comptes annuels de l'entreprise d'insertion.

**Art. 13.** L'utilisation de la subvention visée à l'article 10 et de la prime visée à l'article 11 est détaillée dans les budgets et les comptes de l'entreprise d'insertion agréée.

Ceux-ci sont soumis au contrôle des agents de la Division de l'Emploi et de la Formation professionnelle de la Direction générale de l'Economie et de l'Emploi du Ministère de la Région wallonne visés à l'article 1<sup>er</sup> du décret du 5 février 1998 relatif à la surveillance et au contrôle des législations relatives à la politique de l'emploi.

CHAPITRE VI. — *Des dispositions finales*

**Art. 14.** Le Gouvernement fixe la date d'entrée en vigueur du présent décret.  
Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 16 juillet 1998.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,  
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E, du Tourisme et du Patrimoine,  
R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Équipement et des Transports,  
M. LEBRUN

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,  
B. ANSELME

Le Ministre du Budget et des Finances, de l'Emploi et de la Formation,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,  
G. LUTGEN

Le Ministre de l'Action sociale, du Logement et de la Santé,  
W. TAMINIAUX

Le Ministre de la Recherche, du Développement technologique, du Sport et des Relations internationales,  
W. ANCIEN

---

Note

(1) *Session 1997-1998.*

*Documents du Conseil.* — 388 (1997-1998) n<sup>os</sup> 1 à 10.

*Compte rendu intégral.* — Discussion et vote. Séance publique du 8 juillet 1998.

---

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 98 — 2011

[S - C - 98/27456]

16. JULI 1998

**Dekret bezüglich der Bedingungen für die Zulassung und Bezuschussung der Eingliederungsbetriebe (1)**

Der Wallonische Regionalrat hat Folgendes angenommen, und Wir, Regierung, sanktionieren es:

KAPITEL I — *Allgemeine Bestimmungen*

**Artikel 1** - Für die Anwendung des vorliegenden Dekrets gelten die folgenden Definitionen:

1° Minister: der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Beschäftigung gehört;

2° Verwaltung: die Generaldirektion der Wirtschaft und der Beschäftigung des Ministeriums der Wallonischen Region;

3° Eingliederungsbetrieb: der Betrieb oder Verein mit Rechtspersönlichkeit, der die soziale und berufliche Eingliederung von wenig qualifizierten Personen oder von besonders schwer vermittelbaren Arbeitssuchenden durch eine in der Wallonischen Region ausgeübte Tätigkeit zur Erzeugung von Gütern oder zur Erbringung von Dienstleistungen zum Gesellschaftszweck hat.

4° besonders schwer vermittelbarer Arbeitssuchender: jeder Arbeitssuchende, der am Tag seiner Einstellung seit mindestens vierundzwanzig Monaten beim FOREM als Arbeitssuchender eingetragen ist; er darf nicht Inhaber eines Diploms der oberen Stufe des Sekundarschulwesens sein, und im Laufe der letzten zwölf Monate darf er weder einen Vollzeitunterricht besucht haben noch mehr als hundertfünfzig Stunden als Lohnempfänger oder mehr als ein Quartal als Selbständiger gearbeitet haben.

Als besonders schwer vermittelbarer Arbeitssuchender gelten außerdem:

1° jeder, der am Tag seiner Einstellung beim FOREM als Arbeitssuchender eingetragen ist und das durch das Gesetz vom 7. August 1974 zur Einführung des Rechtes auf ein Existenzminimum vorgesehene Existenzminimum oder die durch das Grundlagengesetz vom 8. Juli 1976 über die öffentlichen Sozialhilfezentren vorgesehene Sozialhilfe bezieht;

2° jeder, der im Laufe der sechs Monate vor seiner Einstellung im Rahmen der Artikel 60 § 7 und 61 des Grundlagengesetzes vom 8. Juli 1976 über die öffentlichen Sozialhilfezentren mindestens einen Monat beschäftigt worden ist;

3° jeder, der bei der "Agence wallonne pour l'Intégration des Personnes handicapées" (Wallonische Agentur für die Eingliederung der behinderten Personen) oder bei der Dienststelle der Deutschsprachigen Gemeinschaft für Personen mit einer Behinderung sowie für die besondere soziale Fürsorge und beim FOREM als Arbeitssuchender eingetragen ist, und im Laufe der sechs Monate vor seiner Einstellung weder mehr als hundertfünfzig Stunden als Lohnempfänger noch mehr als ein Quartal als Selbständiger gearbeitet hat;

4° jeder, der bei der "Agence wallonne pour l'Intégration des Personnes handicapées" oder bei der Dienststelle der Deutschsprachigen Gemeinschaft für Personen mit einer Behinderung sowie für die besondere soziale Fürsorge eingetragen ist, dessen Beschäftigung in einem Betrieb für behindertengerechte Arbeit oder in einer beschützenden Werkstätte im Laufe der sechs Monate vor seiner Einstellung aufgehört hat;

5° jeder, der im Laufe der sechs Monate vor seiner Einstellung eine Ausbildung in einem durch die Wallonische Region anerkannten Unternehmen für die Ausbildung durch Arbeit abgeschlossen hat;

6° jeder, der im Laufe der sechs Monate vor seiner Einstellung durch einen industriellen Lehrvertrag gebunden und beim FOREM als Arbeitsuchender eingetragen war.

Folgende Zeitspannen werden Perioden der Eintragung als Arbeitsuchender beim FOREM gleichgestellt:

1° die Zeitspannen, die zur Zahlung einer Zulage aufgrund der gesetzlichen und verordnungsmäßigen Bestimmungen über die Pflichtversicherung gegen Krankheit und Invalidität oder die Mutterschaftsversicherung geführt haben;

2° die Zeitspannen der Inhaftierung.

Die durch dieses Dekret betroffenen besonders schwer vermittelbaren Arbeitsuchenden müssen ihren Wohnsitz in der Wallonischen Region haben.

#### KAPITEL II — *Bedingungen für die Zulassung*

**Art. 2** - Um zugelassen zu werden, muß der in Artikel 1 erwähnte Eingliederungsbetrieb die folgenden Bedingungen erfüllen:

1° a) in der Form einer Gesellschaft mit sozialem Zweck gegründet sein;

b) für Vereinigungen ohne Erwerbszweck oder Handelsgesellschaften, die vor dem Inkrafttreten des Dekrets gegründet worden sind und die Zulassung innerhalb des Jahres nach dem Inkrafttreten des Dekrets beantragen: spätestens innerhalb zwölf Monaten nach dem Inkrafttreten des vorliegenden Dekrets in die Form einer Gesellschaft mit sozialem Zweck umgewandelt werden;

2° seinen Gesellschaftssitz und mindestens einen Betriebssitz in der Wallonischen Region haben. Anlaß zum in Artikel 10 erwähnten Zuschuß und zur in Artikel 11 erwähnten Prämie kann nur die in der Wallonischen Region ausgeübte Tätigkeit zur Herstellung von Gütern und zur Erbringung von Dienstleistungen geben;

3° sich verpflichten, unter den durch Arbeitsvertrag angestellten Personen besonders schwer vermittelbare Arbeitsuchende im Sinne von Artikel 1 zu zählen, und zwar mindestens:

a) zwanzig Prozent, worunter mindestens eine Vollzeiteinheit im Jahresdurchschnitt im Laufe der zwölf Monate, die auf die amtliche Mitteilung der Zulassung folgen;

b) dreißig Prozent, worunter mindestens eine Vollzeiteinheit im Jahresdurchschnitt im Laufe der folgenden zwölf Monate;

c) vierzig Prozent, worunter mindestens eine Vollzeiteinheit im Jahresdurchschnitt im Laufe der folgenden zwölf Monate;

d) fünfzig Prozent, worunter mindestens eine Vollzeiteinheit im Jahresdurchschnitt im Laufe der folgenden Jahre;

4° nicht in Konkurs geraten sein;

5° unter den Verwaltern, den Geschäftsführern, den Personen, die zur Verpflichtung der Gesellschaft befugt sind, oder den Mandatträgern keine Personen zählen, denen die Ausübung eines solchen Amtes verboten ist, aufgrund des Königlichen Erlasses Nr. 22 vom 24. Oktober 1934, durch den die Ausübung bestimmter Ämter, Berufe oder Tätigkeiten bestimmten Verurteilten und Gemeinschuldern verboten wird, und durch den die Handelsgerichte ermächtigt werden, solche Verbote zu verkünden;

6° unter den Verwaltern, den Geschäftsführern, den Personen, die zur Verpflichtung der Gesellschaft befugt sind, oder den Mandatträgern keine Personen zählen, die im Laufe der 5 Jahre vor dem Antrag auf die Zulassung oder auf die Zulassungserneuerung für die Verpflichtungen oder Schulden einer in Konkurs geratenen Firma für verantwortlich erklärt worden sind, in Anwendung der Artikel 35.6°, 36ter, 123 Absatz 2.7 oder 133bis der am 30. November 1935 koordinierten Gesetze über die Handelsgesellschaften;

7° keine gesetzlichen oder verordnungsrechtlichen Bestimmungen bezüglich der Ausübung der Tätigkeit eines Eingliederungsbetriebs übertreten haben;

8° unter den Verwaltern, den Geschäftsführern, den Personen, die zur Verpflichtung der Gesellschaft befugt sind, oder den Mandatträgern keine Personen zählen, die im Laufe der 5 Jahre vor dem Antrag auf die Zulassung oder auf die Zulassungserneuerung wegen Übertretungen im Bereich der Steuer- oder Sozialgesetzgebung oder im Bereich der gesetzlichen oder verordnungsrechtlichen Bestimmungen bezüglich der Ausübung der Tätigkeit eines Eingliederungsbetriebs verurteilt worden sind;

9° keine rückständigen Steuern bzw. durch das Landesamt für soziale Sicherheit oder durch eine Existenzsicherheitskasse oder für deren Rechnung zu beziehenden rückständigen Beiträge schulden. Als rückständige Beträge gelten nicht die Summen, für welche ein Bereinigungsplan besteht, soweit dieser ordnungsgemäß eingehalten wird;

10° die Tarifverträge, die innerhalb der zuständigen paritätischen Kommission abgeschlossen wurden, sowie die mit dem Statut einer Gesellschaft mit sozialem Zweck verbundenen Verpflichtungen einhalten;

11° eine maßvolle Lohnspannung einhalten, die bei Vollzeiteinheiten ein Verhältnis 1 zu 4 zwischen den niedrigsten und höchsten Bruttolöhnen, einschließlich der gesetzlichen und außergesetzlichen Vorteile nicht übersteigen darf.

#### KAPITEL III. — *Zulassungsverfahren*

**Art. 3** - Es wird beim Ministerium der Wallonischen Region ein Zulassungsausschuß für Eingliederungsbetriebe eingeführt, nachstehend "der Ausschuß" genannt. Die Regierung bestimmt dessen Zusammensetzung und die Modalitäten dessen Arbeitsweise.

**Art. 4** - Der Ausschuß gibt dem Minister Gutachten ab, entweder aus eigener Initiative oder auf Antrag des Ministers, über jede Angelegenheit bezüglich der Eingliederungsbetriebe und der Anwendung des vorliegenden Dekrets.

Der Ausschuß gibt ein begründetes Gutachten ab über die Gewährung, die Aufhebung oder die Entziehung der Zulassung nach den von der Regierung bestimmten Modalitäten.

**Art. 5** - Der Zulassungsantrag wird der zuständigen Dienststelle der Verwaltung per Einschreiben zugeschickt. Ihm wird eine Akte beigelegt, mit:

1° den Statuten des Eingliederungsbetriebs;

2° einer Beschreibung des vom Betrieb zur Zeit durchgeführten oder geplanten Projekts zur sozialen und beruflichen Eingliederung;

3° einer Beschreibung der Tätigkeiten des Eingliederungsbetriebs und der erzeugten Güter und erbrachten Dienstleistungen. Beim ersten Zulassungsantrag müssen in dieser Beschreibung insbesondere Vertriebs- und Rentabilitätsaussichten erwähnt werden;

4° einer Beschreibung der materiellen Mittel und menschlichen Ressourcen, die zur Verwirklichung des Projekts eingesetzt werden, einschließlich der vorgesehenen Mittel für die Aufgabe der Betreuung der Arbeiter, die sich im Eingliederungsvorgang befinden;

5° einer Vorstellung der Fachkenntnisse und der Erfahrung des Betriebsleiters, insbesondere im Bereich der Geschäftsführung;

6° einer Auflistung der Personalmitglieder, die die Betreuung der einzugliedernden Arbeiter gewährleisten werden, mit für jedes Mitglied die Angabe dessen Qualifizierungen und dessen Aufgabenbereichs im Betrieb;

7° einem ausführlichen Haushaltsplan für das Kalenderjahr nach dem laufenden Haushaltsjahr und einem Finanzplan über die folgenden drei Jahre.

**Art. 6** - Der Minister nimmt Stellung spätestens in einer Frist von vier Monaten nach der Einreichung der vollständigen, in Artikel 5 erwähnten Akte. Es gilt das Datum des Poststempels.

Diese Frist wird vom 1. Juli bis zum 31. August eines jeden Jahres unterbrochen.

In Ermangelung einer fristgerechten Entscheidung des Ministers gilt diese als günstig. Falls die Entscheidung des Ministers vom Gutachten des Ausschusses abweicht, so wird diese besonders begründet.

Die Verwaltung stellt dem Betrieb, der den Antrag gestellt hat, den Beschluß zur Gewährung oder zur Ablehnung der Zulassung per Einschreiben zu.

Außerdem teilt die Verwaltung dem in Artikel 3 erwähnten Ausschuß den Beschluß zur Gewährung oder zur Ablehnung der Zulassung mit.

**Art. 7** - Innerhalb einer Frist von dreißig Tagen ab der Zustellung des Beschlusses zur Ablehnung der Zulassung kann der Eingliederungsbetrieb per Einschreiben einen begründeten Einspruch bei der Regierung erheben, die die Modalitäten für einen solchen Einspruch festlegt.

Die Regierung nimmt Stellung innerhalb einer Frist von zwei Monaten ab der Einreichung des Einspruchs. Es gilt das Datum des Poststempels.

Mangels einer fristgerechten Entscheidung der Regierung gilt die Entscheidung als günstig.

Die Verwaltung stellt dem Klageführer den Beschluß zur Gewährung oder zur Ablehnung der Zulassung per Einschreiben zu.

Außerdem teilt die Verwaltung dem in Artikel 3 erwähnten Ausschuß den Beschluß zur Gewährung oder zur Ablehnung der Zulassung mit.

**Art. 8** - Die Zulassung wird für eine Dauer von zwei Jahren gewährt.

Sie kann für einen Zeitraum von zwei Jahren erneuert werden.

Am Ablauf dieses zweiten Zeitraums von zwei Jahren kann die Zulassung für weitere erneuerbare Zeiträume von vier Jahren gewährt werden.

Die Regierung bestimmt das Verfahren zur Erneuerung der Zulassung.

**Art. 9** - Wenn ein Eingliederungsbetrieb eine der in Artikel 2 genannten Bedingungen nicht mehr erfüllt, kann die Zulassung vom Minister entzogen oder aufgehoben werden.

Die Bedingungen zum Entzug oder zur Aufhebung werden durch die Regierung festgelegt.

#### KAPITEL IV. — *Bedingungen für die Bezuschussung der Eingliederungsbetriebe*

**Art. 10** - Dem zugelassenen Eingliederungsbetrieb wird ein Zuschuß zur Unterstützung des Anlaufs der Tätigkeit gewährt. Er hat zum Zweck, die Entlohnung des Betriebsleiters teilweise zu decken.

Der Eingliederungsbetrieb kommt im Laufe der drei Jahre nach dem Zulassungsdatum in den Genuß dieses Zuschusses auf degressive Weise.

Die Höhe des Zuschusses wird auf siebenhundertfünfzigtausend BEF im ersten Jahr, fünfhunderttausend BEF im zweiten Jahr und zweihundertfünfzigtausend BEF im dritten Jahr festgelegt.

**Art. 11** - § 1 - Dem zugelassenen Eingliederungsbetrieb wird eine Prämie für die Einstellung jedes Arbeiters gewährt, der am Zeitpunkt des Beschäftigungsanfangs als besonders schwer vermittelbarer Arbeitsuchender im Sinne von Artikel 1 betrachtet wird.

Für jeden nach dem Zulassungsdatum eingestellten Arbeiter erhält der Betrieb die Prämie im Laufe der vier Jahre nach der Einstellung auf degressive Weise.

Die Höhe der Prämie wird je vollzeitlich beschäftigten Arbeiter auf zweihunderttausend BEF im ersten Jahr der Beschäftigung, hundertfünfzigtausend BEF im zweiten Jahr der Beschäftigung, hunderttausend BEF im dritten Jahr der Beschäftigung, fünfzigtausend BEF im vierten Jahr der Beschäftigung festgelegt.

Bei einer Teilzeitbeschäftigung werden diese Beträge im Verhältnis zur geleisteten Arbeitszeit gewährt.

§ 2 - Für jeden vor dem Zulassungsdatum eingestellten Arbeiter wird dem Betrieb im Laufe des Zeitraums vom Zulassungsdatum bis zum Ende der vier Jahre nach dem Tag der Einstellung innerhalb der in § 1 Absatz 3 festgelegten Begrenzungen die Prämie auf degressive Weise bewilligt.

§ 3 - Wenn ein Arbeiter, der Anlaß auf die Gewährung der Prämie gibt, vor Ablauf des vierjährigen Zeitraums durch einen Arbeiter ersetzt wird, der ebenfalls Anlaß auf die Gewährung der Prämie gibt, wird letztere nur während der verbleibenden Laufzeit geschuldet, außer wenn der Austritt des ersten Arbeiters in einem der folgenden Fälle stattfindet:

1° Versetzung in den Ruhestand;

2° freiwilliger Austritt;

3° Entlassung aus schwerwiegendem Grund;

4° ständige Arbeitsunfähigkeit, die den Arbeiter verhindert, die vereinbarte Arbeit wiederaufzunehmen.

§ 4 - Um in den Genuß dieser Prämie zu kommen, ist der Eingliederungsbetrieb verpflichtet, den Bestand an Arbeitskräften beizubehalten.

Die Regierung bestimmt, was unter Beibehaltung des Bestand an Arbeitskräften zu verstehen ist.

#### KAPITEL V. — *Kontrolle und Strafen*

**Art. 12** - Der zugelassene Eingliederungsbetrieb ist dazu verpflichtet, der Verwaltung und dem in Artikel 3 erwähnten Ausschuß jedes Jahr Bericht zu erstatten, unter Angabe u.a. des Folgenden:

- 1° das Ergebnis der Aktivitäten;
- 2° die Modalitäten der Betreuung und der Eingliederung der in Artikel 1 erwähnten besonders schwer vermittelbaren Arbeitsuchenden und die dazu bereitgestellten Mittel;
- 3° die Bemühungen des Betriebsleiters, um seine Ausbildung zu ergänzen;
- 4° ungeachtet der Anzahl der beschäftigten Arbeiter, die Gesellschaftsbilanz und die Jahresabrechnung des Eingliederungsbetriebs.

**Art. 13** - Die Verwendung des in Artikel 10 erwähnten Zuschusses und der in Artikel 11 erwähnten Prämie wird im Haushaltsplan und in den Konten des zugelassenen Eingliederungsbetriebs ausführlich beschrieben.

Der Haushaltsplan und die Konten unterliegen der Kontrolle der in Artikel 1 des Dekrets vom 5. Februar 1998 über die Überwachung und Kontrolle bezüglich der Beachtung der Gesetzgebungen im Bereich der Beschäftigungspolitik erwähnten Beamten der Abteilung Beschäftigung und Berufsbildung der Generaldirektion der Wirtschaft und der Beschäftigung des Ministeriums der Wallonischen Region.

#### KAPITEL VI. — *Schlußbestimmungen*

**Art. 14** - Die Regierung legt das Datum des Inkrafttretens des vorliegenden Dekrets fest.

Wir fertigen das vorliegende Dekret aus und ordnen an, daß es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 16. Juli 1998

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,  
beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den KMB, dem Tourismus und dem Erbe,  
R. COLLIGNON

Der Minister der Raumordnung, der Ausrüstung und des Transportwesens,  
M. LEBRUN

Der Minister der Inneren Angelegenheiten und des Öffentlichen Dienstes,  
B. ANSELME

Der Minister des Haushalts und der Finanzen, der Beschäftigung und der Ausbildung,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,  
G. LUTGEN

Der Minister der Sozialen Maßnahmen, des Wohnungswesens und des Gesundheitswesens,  
W. TAMINIAUX

Der Minister der Forschung, der Technologischen Entwicklung und der Internationalen Beziehungen,  
W. ANCION

—  
Note

(1) *Sitzungsperiode 1997-1998*

*Dokumente des Rates.* — 388 (1997-1998) Nrn. 1 bis 8

*Ausführliches Sitzungsprotokoll.* — Diskussion und Abstimmung. Öffentliche Sitzung vom 8. Juli 1998

—  
VERTALING

#### MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 98 — 2011

[S - C - 98/27456]

16 JULI 1998

**Decreet betreffende de voorwaarden waaronder de inschakelingsbedrijven worden erkend en gesubsidieerd (1)**

De Waalse Gewestraad heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

#### HOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen*

**Artikel 1.** Voor de toepassing van dit decreet wordt verstaan onder :

- 1° de Minister : de Minister van Tewerkstelling;
- 2° het bestuur : de Algemene Directie Economie en Tewerkstelling van het Ministerie van het Waalse Gewest;
- 3° het inschakelingsbedrijf : een bedrijf of een vereniging met rechtspersoonlijkheid, met als sociaal doel de maatschappelijke integratie en de inschakeling in het arbeidsproces van laaggeschoolde personen en bijzonder moeilijk te plaatsen werkzoekenden d.m.v. een activiteit i.v.m. goederenproductie en dienstverlening in het Waalse Gewest;
- 4° bijzonder moeilijk te plaatsen werkzoekende : elke werkzoekende die op het ogenblik van zijn aanwerving sinds ten minste vierentwintig maanden als werkzoekende ingeschreven staat bij de "FOREM" (Gemeenschaps- en Gewestdienst voor Beroepsopleiding en Arbeidsbemiddeling), die niet in het bezit is van een diploma van het hoger secundair onderwijs en in de loop van de afgelopen twaalf maanden geen voltijds onderwijs heeft gevolgd, noch meer dan honderd vijftig uur als werknemer of meer dan één trimester als zelfstandige heeft gewerkt.

Met een bijzonder moeilijk te plaatsen werkzoekende wordt gelijkgesteld :

1° elke persoon die, op het ogenblik van zijn aanwerving, als werkzoekende bij de "FOREM" ingeschreven staat en in aanmerking komt voor het bestaansminimum bedoeld in de wet van 7 augustus 1974 tot instelling van het recht op een bestaansminimum, of voor de sociale hulp bedoeld in de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn;

2° elke persoon die, in de loop van de zes maanden voorafgaande aan zijn aanwerving, tijdens ten minste één maand tewerkgesteld werd in het kader van de artikelen 60, § 7, en 61 van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn;

3° elke persoon die bij het "Agence wallonne pour l'Intégration des Personnes handicapées" (Waalse Agentschap voor de Integratie van Gehandicapte Personen) of de "Dienststelle der Deutschsprachigen Gemeinschaft für Personen mit einer Behinderung sowie für die besondere soziale Fürsorge" ingeschreven staat, en tegelijkertijd bij de "FOREM" als werkzoekende, die in de loop van de zes maanden vóór zijn aanwerving niet meer dan honderd vijftig uur als werknemer of meer dan één trimester als zelfstandige heeft gewerkt;

4° elke persoon die bij het "Agence wallonne pour l'Intégration des Personnes handicapées" of bij de "Dienststelle der Deutschsprachigen Gemeinschaft für Personen mit einer Behinderung sowie für die besondere soziale Fürsorge" ingeschreven staat, van wie de tewerkstelling in een beschutte werkplaats of in een "beschützende werkstätte" in de loop van de zes maanden vóór zijn aanwerving is geëindigd;

5° elke persoon die in de loop van de zes maanden vóór zijn aanwerving een opleiding heeft gevolgd binnen een door het Waalse Gewest erkend bedrijf voor vorming door arbeid;

6° elke bij de "FOREM" als werkzoekende ingeschreven persoon die in de loop van de zes maanden vóór zijn aanwerving door een industriële leerovereenkomst gebonden is.

Met perioden van inschrijving als werkzoekende bij de "FOREM" worden gelijkgesteld :

1° de perioden waarvoor een uitkering werd betaald overeenkomstig de wettelijke of reglementaire bepalingen inzake de verplichte ziekte- of invaliditeitsverzekering of de zwangerschapsverzekering;

2° de gevangenisperioden.

De in dit decreet bedoelde bijzonder moeilijk te plaatsen werkzoekenden moeten woonachtig zijn in het Waalse Gewest.

#### HOOFDSTUK II. — *De erkenningsvoorwaarden*

**Art. 2.** Om erkend te worden, moet het in artikel 1 bedoelde inschakelingsbedrijf voldoen aan de volgende voorwaarden :

1° a) opgericht zijn als vennootschap met een sociaal doel;

b) de verenigingen zonder winstoogmerk of de handelsvennootschappen die opgericht zijn vóór de datum van inwerkingtreding van dit besluit en een erkenningsaanvraag indienen binnen het jaar na die inwerkingtreding, moeten echter ten laatste binnen twaalf maanden na de inwerkingtreding opgericht zijn als vennootschap met een sociaal doel;

2° de sociale zetel en ten minste één exploitatiezetel moeten in het Waalse Gewest gevestigd zijn.

De in artikel 10 bedoelde subsidie en de in artikel 11 bedoelde premie worden alleen toegekend voor een activiteit i.v.m. goederenproductie en dienstverlening in het Waalse Gewest;

3° zich ertoe verbinden in artikel 1 bedoelde bijzonder moeilijk te plaatsen werkzoekenden bij arbeidsovereenkomst aan te werven, i.e. :

a) 20 %, met minimum één voltijds equivalent per jaar gedurende twaalf maanden na de kennisgeving van de erkenning;

b) 30 %, met minimum één voltijds equivalent per jaar gedurende de volgende twaalf maanden;

c) 40 %, met minimum één voltijds equivalent per jaar gedurende de volgende twaalf maanden;

d) 50 %, met minimum één voltijds equivalent per jaar gedurende de volgende jaren;

4° zich niet in staat van faillissement bevinden;

5° onder de beheerders, de zaakvoerders, de personen die machtiging hebben om de vennootschap te verbinden of de lasthebbers, geen personen tellen aan wie het verbod om dergelijke functies uit te oefenen is opgelegd overeenkomstig het koninklijk besluit nr. 22 van 24 oktober 1934 waarbij aan bepaalde veroordeelden en aan de gefailleerden verbod wordt opgelegd bepaalde ambten, beroepen of werkzaamheden uit te oefenen en waarbij aan de rechtbanken van koophandel de bevoegdheid wordt toegekend dergelijk verbod uit te spreken;

6° onder de beheerders, de zaakvoerders, de personen die machtiging hebben om de vennootschap te verbinden of de lasthebbers, geen personen tellen die tijdens een periode van vijf jaar voorafgaande aan de aanvraag om erkenning of om hernieuwing ervan verantwoordelijk werden verklaard voor de verbintenissen of de schulden van een gefailleerde vennootschap, overeenkomstig de artikelen 35, 6°, 63ter, 123, lid 2.7, of 133bis van de wetten op de handelsvennootschappen, gecoördineerd op 30 november 1935;

7° de wettelijke of reglementaire bepalingen m.b.t. de uitoefening van de inschakelingsbedrijfsactiviteit niet overtreden;

8° onder de beheerders, de zaakvoerders, de personen die machtiging hebben om de vennootschap te verbinden of de lasthebbers, geen personen tellen die, tijdens de periode van vijf jaar voorafgaande aan de aanvraag om erkenning of om hernieuwing ervan, veroordeeld werden voor een overtreding op het fiscale of sociale vlak, of voor een overtreding van de wettelijke of reglementaire bepalingen m.b.t. de uitoefening van de inschakelingsbedrijfsactiviteit;

9° geen achterstallige belasting of bijdrage verschuldigd zijn die geïnd moet worden door de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid of door een fonds voor bestaanszekerheid of voor rekening daarvan. De bedragen waarvoor een behoorlijk in acht genomen aanzuiveringsplan bestaat, worden niet als achterstand beschouwd;

10° de binnen de bevoegde paritaire commissie aangegane collectieve overeenkomsten naleven, alsmede de verbintenissen voortvloeiend uit het statuut van vennootschap met een sociaal doel;

11° een gematigde loonspanning in acht nemen die, in voltijds equivalent, niet hoger mag zijn dan een verhouding van 1 tot 4 tussen de laagste en de hoogste brutolonen, met inbegrip van de wettelijke en bovenwettelijke voordelen.



HOOFDSTUK III. — *De erkenningsprocedure*

**Art. 3.** Binnen het Ministerie van het Waalse Gewest wordt een "Commission d'Agrément des Entreprises d'Insertion" (Commissie voor de erkenning van inschakelingsbedrijven) opgericht, hierna "Commissie" genoemd. De Regering bepaalt de samenstelling en de werkwijze ervan.

**Art. 4.** De Commissie geeft de Minister advies, hetzij op eigen initiatief, hetzij op zijn verzoek, over elke vraag betreffende de inschakelingsbedrijven en de toepassing van dit decreet.

De Commissie geeft een met redenen omkleed advies over de toekenning, de schorsing of de intrekking van de erkenning volgens de door de Regering bepaalde regels.

**Art. 5.** De erkenningsaanvraag is bij aangetekende brief te richten aan de bevoegde dienst van het bestuur. Ze gaat vergezeld van een dossier met :

1° de statuten van het inschakelingsbedrijf;

2° een beschrijving van het project voor maatschappelijke integratie en inschakeling in het arbeidsproces dat het inschakelingsbedrijf uitvoert of van plan is uit te voeren;

3° een beschrijving van de activiteiten van het inschakelingsbedrijf en van de geleverde goederen of verleende diensten. Bij de eerste erkenningsaanvraag moet die beschrijving o.a. gegevens bevatten over de vooruitzichten i.v.m. de commercialisering en de rentabiliteit van het bedrijf;

4° een beschrijving van de materiële middelen en menselijke krachten die aangewend worden voor de uitvoering van het project, m.i.v. de middelen voor de begeleiding van de werknemers die bij de inschakeling in het arbeidsproces betrokken zijn;

5° een overzicht van de bevoegdheden en de ervaring van de bedrijfsleider, o.a. op het vlak van het beheer;

6° een lijst van de personeelsleden die zullen instaan voor de begeleiding van bovenbedoelde werknemers, met de kwalificaties en opdrachten van elk lid binnen het bedrijf;

7° een uitvoerig begrotingsontwerp voor het kalenderjaar dat volgt op het lopende boekjaar en een financieel plan voor de drie komende jaren.

**Art. 6.** De Minister spreekt zich uit binnen een termijn van vier maanden vanaf de indiening van het in artikel 5 bedoelde volledige dossier, waarbij de postdatum bewijskracht heeft.

Die termijn wordt jaarlijks geschorst tussen 1 juli en 31 augustus.

Als de Minister zich niet uitspreekt binnen de vastgestelde termijn, wordt de beslissing geacht gunstig te zijn.

Als de Minister afwijkt van het advies van de Commissie, moet zijn beslissing speciaal met redenen omkleed zijn.

Het bestuur stelt het verzoekende bedrijf bij aangetekende brief in kennis van de beslissing waarbij de erkenning wordt toegekend of geweigerd.

Het bestuur deelt de beslissing ook mee aan de in artikel 3 bedoelde Commissie.

**Art. 7.** Het inschakelingsbedrijf kan, binnen een termijn van dertig dagen vanaf de kennisgeving van de beslissing waarbij de erkenning wordt geweigerd, bij aangetekende brief een met redenen omkleed beroep bij de Regering instellen op de door haar bepaalde wijze.

De Regering spreekt zich uit binnen een termijn van twee maanden vanaf het instellen van het beroep, waarbij de postdatum bewijskracht heeft.

Als de Regering zich niet uitspreekt binnen de vastgestelde termijn, wordt de beslissing geacht gunstig te zijn.

Het bestuur stelt de verzoeker bij aangetekende brief in kennis van de beslissing waarbij de erkenning wordt toegekend of geweigerd.

Het bestuur deelt de beslissing ook mee aan de in artikel 3 bedoelde Commissie.

**Art. 8.** De erkenning wordt toegekend voor een termijn van twee jaar.

Ze kan met twee jaar verlengd worden.

Na het verstrijken van die tweede periode van twee jaar, kan de erkenning toegekend worden voor hernieuwbare periodes van vier jaar.

De Regering bepaalt de procedure voor de verlenging van de erkenning.

**Art. 9.** Als een inschakelingsbedrijf niet meer voldoet aan één van de in artikel 2 bedoelde voorwaarden, kan de Minister de erkenning intrekken of schorsen. De voorwaarden daarvoor worden door de Regering bepaald.

HOOFDSTUK IV. — *Voorwaarden voor de subsidiëring van de inschakelingsbedrijven*

**Art. 10.** Het erkende inschakelingsbedrijf krijgt een subsidie om het opstarten van de activiteit te financieren. De subsidie is bestemd om de bezoldiging van de bedrijfsleider gedeeltelijk te dekken.

De subsidie wordt vanaf de erkenningsdatum gedurende drie jaar op degressieve wijze toegekend.

Ze bedraagt zevenhonderdvijftigduizend BF het eerste jaar, vijfhonderdduizend BF het tweede jaar, tweehonderdvijftigduizend BF het derde jaar.

**Art. 11.** § 1. Het inschakelingsbedrijf krijgt een premie voor de aanwerving van elke werknemer die bij zijn indienstneming beschouwd wordt als een bijzonder moeilijk te plaatsen werkzoekende in de zin van artikel 1.

Het bedrijf krijgt gedurende vier jaar na de aanwervingsdatum een degressieve premie per werknemer die na de erkenningsdatum aangeworven wordt.

Die premie bedraagt, per voltijds tewerkgestelde werknemer, tweehonderdduizend BF het eerste jaar, honderdvijftigduizend BF het tweede jaar, honderdduizend BF het derde jaar, vijftigduizend BF het vierde jaar.

Die bedragen worden aangepast op grond van het werkrooster dat toegepast wordt in geval van deeltijdse tewerkstelling.

§ 2. Voor elke werknemer die vóór de erkenningsdatum aangeworven wordt, krijgt het bedrijf, binnen de in § 1, derde lid, vastgestelde perken, een degressieve premie tijdens de periode die vanaf de erkenningsdatum tot aan het einde van de vier jaar na de aanwervingsdatum loopt.

§ 3. Als een werknemer voor wie een premie wordt toegekend, voor het einde van de periode van vier jaar vervangen wordt door een werknemer voor wie ze eveneens wordt toegekend, is de premie slechts verschuldigd voor de resterende periode, behalve als het vertrek van de eerste werknemer plaatsvindt in de volgende gevallen :

- 1° toelating tot het pensioen;
- 2° vrijwillig vertrek;
- 3° ontslag om gewichtige reden;
- 4° vaste arbeidsongeschiktheid waardoor hij definitief verhinderd wordt het overeengekomen werk te hervatten.

§ 4. Om die premie te kunnen genieten moet het inschakelingsbedrijf het personeelsbestand handhaven.  
De Regering bepaalt wat onder handhaving van het personeelsbestand moet worden verstaan.

#### HOOFDSTUK V. — *Controle en straffen*

**Art. 12.** Het erkende inschakelingsbedrijf moet elk jaar een verslag overmaken aan het bestuur en aan de in artikel 3 bedoelde Commissie, met o.a. de volgende gegevens :

- 1° een activiteitenoverzicht;
- 2° de regels voor de begeleiding en de inschakeling van de in artikel 1 bedoelde bijzonder moeilijk te plaatsen werzoekenden en de daarvoor aangewende middelen;
- 3° de inspanningen van de bedrijfsleider om zijn opleiding te vervolledigen;
- 4° de sociale balans en de jaarrekeningen van het inschakelingsbedrijf, ongeacht het aantal tewerkgestelde werknemers.

**Art. 13.** Het gebruik van de in artikel 10 bedoelde subsidie en van de in artikel 11 bedoelde premie moet gedetailleerd worden in de begrotingen en rekeningen van het erkende inschakelingsbedrijf.

De begrotingen en rekeningen worden onderworpen aan de controle van de ambtenaren van de Afdeling Tewerkstelling en Beroepsopleiding van de Algemene Directie Economie en Tewerkstelling van het Ministerie van het Waalse Gewest, als bedoeld in artikel 1 van het decreet van 5 februari 1998 houdende toezicht en controle op de naleving van de wetgeving betreffende het tewerkstellingsbeleid.

#### HOOFDSTUK VI. — *Slotbepalingen*

**Art. 14.** De Regering bepaalt de datum van inwerkingtreding van dit decreet.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 16 juli 1998.

De Minister-President van de Waalse Regering,  
belast met Economie, Buitenlandse Handel, KMO's, Toerisme en Patrimonium,  
R. COLLIGNON

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Uitrusting en Vervoer,  
M. LEBRUN

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,  
B. ANSELME

De Minister van Begroting en Financiën, Tewerkstelling en Vorming,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,  
G. LUTGEN

De Minister van Sociale Actie, Huisvesting en Gezondheid,  
W. TAMINIAUX

De Minister van Onderzoek, Technologische Ontwikkeling, Sport en Internationale Betrekkingen,  
W. ANCION

—  
Nota

(1) *Zitting 1997-1998.*

*Stukken van de Raad.* — 388 (1997-1998) nrs. 1 tot 8

*Volledig verslag.* — Bespreking en stemming. Openbare vergadering van 8 juli 1998.